

9 octobre 54

Les Accords de Londres

L'unité du monde libre a été rétablie à Londres avec une rapidité qui témoigne de la profonde inquiétude que sa rupture avait fait naître depuis six mois. Le fait est d'une telle portée que tout autre considération devient secondaire. Le prix que la France devra payer pour le rejet de la C.E.D. est assez lourd. Elle abandonne dans la future communauté européenne le rôle directeur que le traité de Paris lui réservait. Il est aussi vain de voir dans les accords de Londres un triomphe de notre diplomatie qu'un abandon déguisé sous la pression conjuguée de nos partenaires. L'essentiel est sauf. Il est temps d'oublier le passé pour organiser l'avenir selon les données nouvelles qui nous sont offertes.

La proposition Molotof.

Succès pour le monde libre ; échec certain pour la politique soviétique qui après les succès faciles de ces derniers mois, s'est laissé prendre de vitesse ; la torpille lancée par Molotof aux Nations-Unies — l'acceptation de principe d'un plan de désarmement sur les bases des propositions franco-britanniques jusqu'ici rejetées — a manqué son but. Elle arrive une semaine trop tard et n'a pas fait grand bruit. Il était trop évident qu'elle n'avait pour objet que de troubler l'entente projetée entre les Occidentaux. Quand cette proposition sera discutée les accords de Londres seront au point. Ce brusque changement de la politique soviétique dans la question du désarmement est d'autant moins adroit, venant après Londres, qu'il prouve au monde libre, s'il en était besoin, que le seul moyen de modifier l'attitude soviétique est de se présenter uni et en force.

L'action de Eden.

Si l'on veut décerner la palme du succès c'est sans doute aux Anglais qu'elle revient. Eden en vieux diplomate a mené l'affaire à point avec une maîtrise que le sert au moment où il va succéder à Churchill comme premier ministre. L'engagement pris par l'Angleterre de maintenir ses quatre divisions sur le continent pour un temps indéterminé a été salué en France comme un événement capital, avec une faveur qui en fait un événement historique capital.

En Angleterre on y attache que peu d'importance. En tout état de cause, dit-on à Londres, nous devons maintenir nos troupes en Europe. Les retirer c'était laisser s'écrouler la cohésion continentale indispensable à notre protection. Il faut dire que si les Anglais n'ont pas pris plus tôt cet engagement, ce n'est pas seulement parce qu'ils ne voyaient pas avec faveur se faire l'unité européenne comme le prévoyait la C.E.D. ; sans doute ils préfèrent de beaucoup la solution convenue à Londres d'une coalition militaire de nations égales et indépendantes ; cela rentre dans le cadre de leur politique traditionnelle.

Mais il y a autre chose ; tant que les Anglais avaient à maintenir 80.000 soldats à Suez, il leur était difficile de fixer définitivement leurs meilleures divisions en Europe. Le règlement de la question et l'évacuation prochaine du Canal changent les données du problème. Ils pourront avoir chez eux les forces rendues disponibles qui leur manquaient complètement jusqu'ici. Cependant ils se sont réservés le droit, tout comme la France, de retirer des troupes du Continent en cas de crise au-delà des mers. C'est assez dire que l'engagement pris, s'il a une valeur psychologique certaine, ne change pratiquement rien à l'état de choses. Mais cette présence anglaise offre un tel intérêt symbolique pour les Français qu'aucune solution n'aurait été acceptée sans elle.

Les concessions américaines.

Les Américains aussi ont mis du leur. Il y a en outre les assurances de maintenir eux aussi leurs forces en Europe, comme ils l'avaient garanti à la C.E.D. ; l'accord négocié à Washington par M. Edgar Faure sur l'Indochine qui prévoit le maintien d'une aide de 600 millions de dollars qui évitera à la France une crise financière. Ces accords ne sont d'ailleurs pas sans contre-partie. Ils impliquent que la France renonce à tout privilège dans la partie de l'Indochine encore libre, c'est-à-dire reconnaît l'indépendance totale des trois états. Ce que l'on avait tout fait — bien à tort — pour éviter est chose accomplie. Les Etats-Unis se substitueront peu à peu à nous pour garantir l'indépendance de ce qui reste de l'Indochine et traiteront directement avec les Etats dit « associés » ce qui n'empêchera d'ailleurs pas que nous y maintenions un corps expéditionnaire dont les Etats-Unis assureront les frais. Donc nous ne conserverons d'influence et d'intérêts que ce que l'Amérique consentira à nous laisser et nous serons néanmoins liés à elle au cas d'intervention pour sauvegarder l'indépendance de ces pays en face du communisme.

L'accord E.-U. - Cambodge.

Le traité projeté entre les Etats-Unis et le Cambodge est très clair à cet égard. Nous sommes hors de cause sauf au cas où il faudrait à nouveau se battre. On ne conçoit pas en effet comment, les Etats-Unis intervenant, nous demeurerions spectateurs. Sans vouloir faire de peine à ces Messieurs du « Monde », qui, hier neutralistes pour ne pas dire plus, sont aujourd'hui si contents. Les Etats-Unis sont arrivés — C.E.D. mise à part — à réaliser tous leurs plans : intégration de l'Allemagne dans la communauté atlantique, admission à l'O.T.A.N., réarmement des 12 divisions allemandes, souveraineté de l'Allemagne de Bonn à égalité de droits avec les autres nations continentales. En Asie entrée de la France dans le S.E.A.T.O. (à

Manille), et indépendance totale accordée aux états indochinois avec maintien de notre corps expéditionnaire. Tout cela moyennant la promesse d'abroger la suspension votée par le Sénat de l'aide militaire aux pays qui n'ont pas ratifié la C.E.D. et le maintien de cette aide des commandes off-shore et de la subvention pour l'Indochine. Ce que les Américains ont sacrifié, c'est ce qui n'avait pour eux qu'une importance morale dans la C.E.D., c'est-à-dire l'intégration européenne qui mettait réellement fin à la rivalité franco-allemande et assurait la paix en Europe, au cas et le jour où la menace soviétique pourrait disparaître. Car si invraisemblable que cela paraisse aujourd'hui, supposons qu'une révolution décompose l'empire soviétique que vaudraient les accords de Londres pour une Allemagne libérée et réunifiée ? Adenauer l'a dit expressément, cette Allemagne là ne serait pas liée par le traité.

La situation de l'Allemagne.

Dans son discours à Bonn qu'il faut étudier de près, le chancelier a d'ailleurs montré que l'Allemagne avait obtenu à Londres beaucoup plus que la C.E.D. ne lui accordait. Il ne s'en réjouit pas outre mesure et il a raison. L'Allemagne avait besoin d'un idéal européen et d'entraves à une mégalomanie qui ne tarde jamais à renaître. Les accords de Londres ne sont nullement rassurants à cet égard. Ces accords seront pensons-nous ratifiés sans difficulté. Tout esprit raisonnable s'y ralliera comme à un moindre mal, mais de là à y voir un acompte et un idéal réalisé, il y a fort loin.

Les intérêts privés.

Une dernière remarque qui est fort significative. Au dernier moment l'accord a failli buter sur la question du contrôle des armements. Ce n'était pas, comme on pourrait le croire une affaire d'ordre militaire, mais une question d'affaires tout court. Les Belges et surtout les Hollandais ont pris peur de devoir révéler aux Français les secrets de leur technique en électronique on voit pourquoi les intérêts français correspondants ont été si acharnés contre la C.E.D. L'histoire des « marchands de canon » demeure en partie vraie. S'ils ne poussent pas à la guerre, comme on les en a accusés, ils peuvent faire passer l'entente entre les peuples après leurs intérêts industriels. Cette question du contrôle des fabrications va encore provoquer quelques histoires...

Disons pour finir que notre « affaire » où l'on découvre que les Soviétiques avaient accès à tous nos secrets militaires quand on se battait en Indochine, a produit à l'étranger l'effet le plus déplorable. Ah ! ces Messieurs qui s'indignaient tant contre le sénateur Mac Carthy auraient peut-être bien fait de s'assurer ses services au Comité Supérieur de la Défense Nationale.

CRITON.